

## France : des déficits publics records, une dette publique qui s'alourdit

⊙ Le gouvernement a présenté le 30 septembre le projet de loi de finances (PLF) pour 2010. Le déficit public atteindrait les niveaux records de 8,2 % du PIB en 2009 et de 8,5 % du PIB en 2010.

⊙ Le ratio dette publique/PIB se dégraderait nettement pour atteindre 77 % en 2009 et 84 % en 2010. Ces chiffres ne tiennent pas compte du « grand emprunt » mis en place *a priori* début 2010.

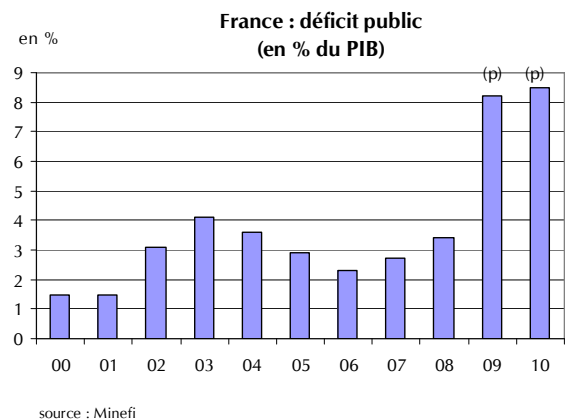
⊙ Les niveaux très élevés des déficits s'expliquent par l'impact de la récession économique, qui dégrade fortement les soldes conjoncturels, mais aussi par l'ampleur des mesures de soutien à la croissance et à l'emploi, qui affectent les soldes structurels : le plan de relance de 2009, dont certaines mesures sont prolongées ou complétées en 2010, et la suppression de la taxe professionnelle en 2010.

⊙ Le PLF 2010 affirme deux objectifs : « accompagner et conforter la sortie de crise économique » ; « préparer dès maintenant la croissance de demain ».

### Croissance française en fort recul en 2009 et en rebond graduel en 2010

Le projet de loi de finances (PLF) 2010 s'appuie sur une hypothèse de baisse de 2,25 % du PIB en 2009 et un rebond modéré de 0,75 % en 2010. En 2009, le repli du PIB s'explique surtout par la violente dégradation de l'environnement international, conduisant à une baisse de 11,4 % des exportations en volume. Par ailleurs, les dépenses d'investissement des entreprises sont attendues en forte baisse, de 7,9 % en volume, et la contribution des stocks à la croissance serait très négative. En revanche, la consommation des ménages devrait faire preuve de résilience (+0,6 %), grâce à des gains de pouvoir d'achat de 1,5 % (désinflation, poids des revenus sociaux, effet des mesures de soutien) et en dépit de la forte baisse de l'emploi.

En 2010, la croissance rebondirait de 0,75 % en volume en liaison avec un redémarrage graduel de l'activité aux Etats-Unis (+1,1 %) et en Allemagne (+0,8 %). Les exportations redémarreraient (+2,6 %) et la consommation croîtrait de 0,8 %, avec un gain de 1 % du pouvoir d'achat. Mais le taux de chômage continuerait à monter et l'investissement des entreprises serait quasi-stagnant en moyenne annuelle. Deux risques baissiers sont mentionnés : une baisse plus marquée du dollar (€/USD prévu à 1,45) et une remontée plus forte du pétrole (prévu à 75 USD).



### Nos commentaires

*Ces prévisions officielles sont prudentes et un peu en deçà du consensus. Nos propres prévisions de croissance sont très voisines pour 2009 (-2,3 %) et légèrement plus optimistes pour 2010 (+1,1%), du fait d'une hausse un peu plus prononcée de la consommation des ménages (+1,3 %).*

### Un déficit public de 8,2 % en 2009

Le déficit public total (Etat, Sécurité sociale, Collectivités locales) est estimé à 8,2 % du PIB en 2009. Rappelons que dans le projet de loi de finances 2009, il était prévu à seulement 2,7 % du PIB. La dégradation est également très marquée par rapport au déficit de 3,4 % en 2008. Cette très forte aggravation s'explique par trois principaux facteurs.

● D'abord la très nette détérioration de la conjoncture, qui impacte fortement le solde conjoncturel. Ce dernier est par définition la différence entre le déficit public et le déficit structurel. Il reflète l'impact du cycle conjoncturel sur les finances publiques et peut être approximé par  $0,45 * (\text{PIB} - \text{PIB potentiel}) / \text{PIB potentiel}$ , i.e.  $0,45 * \text{output gap}$ . En 2009, avec un PIB en recul de 2,25 % et un PIB potentiel en hausse d'environ 2 %, l'*output gap* se dégrade de 4,3 points de PIB et le solde conjoncturel de 2 points de PIB.

● Au-delà de cet effet cyclique, il est question de « sur-réaction » des recettes à la dégradation de l'activité, avec une contraction marquée des recettes de TVA et surtout d'impôt sur les sociétés.

Déficit public par secteurs			
en % du PIB	2008	2009	2010
État	-2,8	-6,5	-5,8
Autres adm. centrales	-0,1	0,1	0,2
Sécurité Sociale	0	-1,4	-2,3
Collectivités locales	-0,4	-0,4	-0,5
<b>Déficit public total</b>	<b>-3,4</b>	<b>-8,2</b>	<b>-8,5</b>

Source Ministère de l'économie

La récession a naturellement entraîné un manque à gagner côté recettes mais la crise financière a produit également des effets indésirables et difficilement prévisibles.

Les résultats de certaines sociétés semblent avoir été grevés davantage que ne l'aurait suggéré le cycle d'activité *via* notamment des provisions et pertes sur les actifs dépréciés. **L'impact de cette « sur-réaction » sur le déficit public est très important, estimé à 1,6 point de PIB.**

● **Enfin, les mesures de soutien à l'activité mises en œuvre pour amortir le creux cyclique.** Un plan de relance de 26 milliards d'euros a été mis en place fin 2008, visant un soutien marqué à l'investissement, une amélioration à court terme de la trésorerie des entreprises, des aides à l'emploi et des mesures ciblées en faveur de l'automobile et du bâtiment. De nouvelles mesures en faveur des « populations les plus menacées par la crise » ont été annoncées en février 2009, pour un montant de 2,6 milliards. Ces plans de soutien affectent le **solde structurel (déficit qui serait atteint si le PIB était égal à son niveau potentiel). Les mesures de relance dégradent le déficit structurel de 1,2 point de PIB.**

Le cumul de ces trois facteurs aboutit à une dégradation globale de 4,8 points de PIB, ce qui fait passer le ratio déficit/PIB de 3,4 % en 2008 à 8,2 % en 2009.

### Un déficit public de 8,5 % en 2010

En 2010, le ratio de déficit public sur PIB se dégraderait encore, pour atteindre -8,5 %. Ceci ne tient pas compte du futur « grand emprunt » : celui-ci financera de nouvelles dépenses publiques qui (à l'exception de dépenses du type dotations en capital) alourdiront encore le déficit public 2010.

Le déficit de l'Etat serait un peu moins marqué, -5,8 % du PIB, contre -6,5 % en 2008 (moindre coût des mesures de relance). En revanche, le déficit des comptes sociaux va s'alourdir à -2,3 %, contre -1,4 % en 2008, du fait notamment d'un déficit accru de l'assurance chômage. Le déficit des administrations locales resterait du même ordre, -0,5 %, après -0,4 %.

● **Le solde conjoncturel va continuer à se détériorer.** La croissance, prévue à 0,75 %, reste nettement inférieure à son rythme potentiel, 2 % environ. *L'output gap* va donc se creuser encore, de 1,2 %, et le solde conjoncturel est ainsi amené à se dégrader d'environ 0,5 % du PIB.

Comptes publics			
en % du PIB	2008	2009	2010
<b>Déficit public total</b>	<b>-3,4</b>	<b>-8,2</b>	<b>-8,5</b>
<b>solde conjoncturel</b> (variation annuelle)	<b>-0,8</b>	<b>-3,6</b>	<b>-0,5</b>
<b>solde structurel</b> (variation annuelle)	<b>0</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,2</b>
<b>Dettes publiques</b>	<b>-67,4</b>	<b>-77,1</b>	<b>-84</b>

Source Ministère de l'économie, CA

● **Le solde structurel devrait rester du même ordre qu'en 2009** avec simultanément la poursuite de mesures de relance et un effort de maîtrise des dépenses publiques.

Les dépenses de l'Etat stagneraient en volume (hors mesures de relance). L'ensemble des dépenses publiques serait en hausse de 1,3 % en volume (soit un net ralentissement par rapport à la hausse de 4 % en volume attendue en 2009).

Certaines mesures du plan de relance sont temporaires et ne joueront donc plus sur les comptes publics de 2010, ce qui tend à améliorer le solde structurel. Mais d'autres mesures sont reconduites, au moins en partie : prime à la casse, exonérations de cotisations sociales dans les TPE, remboursement anticipé du crédit impôt recherche etc. Surtout, la taxe professionnelle sera supprimée et remplacée par une contribution économique territoriale assise en partie sur les bases foncières, en partie sur la valeur ajoutée, et plafonnée au total à 3 % de la valeur ajoutée. Cette réforme représente pour les entreprises un allègement fiscal de 11,7 milliards dans le budget 2010 (et de 5,8 milliards par an en régime de croisière). En sens inverse est créée la taxe carbone. Au total, le solde structurel serait à peu près stabilisé par rapport à 2009.

**Au-delà de 2010 est réaffirmée la priorité à la réduction des déficits. Le retour à l'équilibre est toutefois improbable à l'horizon 2013.** En supposant une croissance du PIB de 2,5 % par an en volume et une hausse très modérée des dépenses publiques, 1 % par an en volume, **les déficits publics seraient de l'ordre de l'ordre de 7 % du PIB en 2011, 6 % en 2012 et 5 % en 2013.**

### Nos commentaires

**Nos évaluations sont du même ordre pour 2009 et 2010, en rappelant que les nouvelles dépenses d'investissement financées par le grand emprunt, annoncées fin 2009, vont aggraver le déficit 2010. Ces nouvelles dépenses devraient toutefois être ponctuelles, non récurrentes, et auraient donc peu d'impact sur les déficits de 2011 et au-delà. Sur 2011-2012, l'hypothèse d'une croissance de 2,5% paraît toutefois optimiste. Les ratios de déficits pourraient donc être encore plus élevés que prévu au-delà de 2010, sans efforts supplémentaires côté dépenses.**

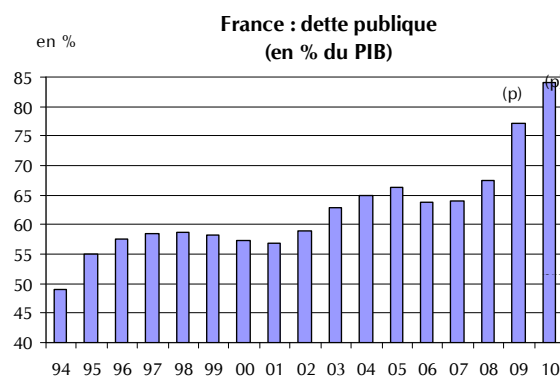
### Sensible remontée de la dette publique

Le ratio dette publique/PIB, qui atteignait 63,8 % en 2007 et 67 % en 2008, va s'accroître fortement en 2009 et 2010 à respectivement 77 % en 2009 et 84 % en 2010, selon les hypothèses officielles.

Ceci reflète le cumul de déficits publics extrêmement élevés. A ces déficits s'ajoute le financement des mesures de recapitalisation du secteur bancaire et des prêts accordés au secteur automobile. Toutefois, la SFEF (Société de financement de l'économie française), qui effectue des prêts aux établissements bancaires, initialement classée dans les administrations centrales, a finalement été classée par Eurostat dans les sociétés financières et ne rentre donc pas dans le champ de la dette publique.

Le ratio de dette se dégrade d'autant plus que la croissance du PIB est en baisse marquée en volume en 2009 et en léger repli en valeur, ce qui affecte

fortement le niveau de solde public permettant de stabiliser la dette.



source : MINEFI

Celui-ci est donné par la formule :

$$\text{Déficit (n) / PIB (n)} = (g/1 + g) * \text{Dette(n-1) / PIB(n-1)}$$

où g est le taux de croissance du PIB en valeur.

En 2009, il faudrait un solde public excédentaire, à hauteur d'environ 0,6 % du PIB, pour stabiliser le ratio de dette ! Avec un déficit/PIB de 8,2 %, le ratio de dette remonte donc très fortement.

En 2010, le ratio de dette publique augmente encore sensiblement, le déficit stabilisant étant de 1,5 %, alors que le déficit prévu est de 8,5 %. Au-delà, le ratio de dette continuera à s'accroître assez nettement et pourrait avoisiner (hors grand emprunt) 91 % en 2013. ■

#### Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

75710 PARIS Cedex 15 — Fax : +33 (0)1 43 23 58 60

Directeur de la Publication : Jean-Paul Bethèze

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Internet : <http://www.credit-agricole.com> - Etudes Economiques

Abonnez-vous gratuitement à nos publications électroniques

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Le Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.